



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 juillet 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dix-neuvième session

Point 71 c) de l'ordre du jour provisoire\*

### Promotion et protection des droits humains :

Situations relatives aux droits humains et rapports  
des rapporteurs et représentants spéciaux

## Situation des droits de l'homme au Bélarus

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Anaïs Marin, en application de la résolution [53/19](#) du Conseil des droits de l'homme.

---

\* [A/79/150](#).



*Résumé*

Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Anaïs Marin, examine comment le Bélarus collabore avec les organes et mécanismes de l'Organisation des Nations Unies s'occupant de ces droits. Elle montre que le degré de collaboration, qui n'a jamais été satisfaisant, s'est considérablement dégradé au fil des années en raison de la crise des droits humains qui s'est déroulée dans le cadre de l'élection présidentielle de 2020. Passant en revue les aspects de procédure et de fond, elle conclut que le Bélarus n'a pas collaboré de façon efficace et non sélective avec les organes et mécanismes internationaux compétents en ce qui concerne la situation des droits humains dans le pays. Elle met en évidence une absence de collaboration chronique sur certaines questions et formule des recommandations à l'intention du Gouvernement bélarussien et d'autres parties concernées pour améliorer les choses.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
A. Résumé analytique . . . . .	4
B. Méthode . . . . .	4
II. Collaboration du Bélarus avec des organismes internationaux : aspects de procédure . . . . .	4
A. Système des droits humains de l'ONU . . . . .	5
B. Organisation internationale du Travail . . . . .	11
C. Commission économique pour l'Europe . . . . .	12
III. Collaboration du Bélarus avec des organismes internationaux : aspects de fond . . . . .	12
A. Plans nationaux en matière de droits humains . . . . .	12
B. Institution nationale des droits humains . . . . .	13
C. Séparation des pouvoirs et administration de la justice . . . . .	14
D. Peine de mort . . . . .	15
E. Détention arbitraire . . . . .	17
F. Torture et mauvais traitements en détention . . . . .	17
G. Libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association . . . . .	19
H. Droit de prendre part à la direction des affaires publiques . . . . .	23
I. Violence à l'égard des femmes . . . . .	24
J. Impunité des violations graves des droits humains . . . . .	26
IV. Conclusions et recommandations . . . . .	27

## I. Introduction

### A. Résumé analytique

1. Le mandat de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus a été établi en 2012 par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution [20/13](#). Il est prorogé d'année en année depuis lors.

2. Dans le présent rapport, soumis à l'Assemblée générale en application de la résolution [53/19](#) du Conseil des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale examine la collaboration du Bélarus avec divers organes et mécanismes de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne ces droits. Tout en reconnaissant que des progrès ont été faits, elle y met en lumière des problèmes majeurs de procédure et de fond qui perdurent et qui n'ont pas été résolus en dépit des nombreuses recommandations faites par divers organes et mécanismes. Elle explique en quoi le Gouvernement bélarussien a souvent refusé de collaborer efficacement avec les parties concernées pour faire progresser la situation des droits humains dans le pays, soulignant que le degré de collaboration a diminué ces dernières années, parallèlement à l'aggravation générale de la situation des droits en question.

### B. Méthode

3. Le rapport est fondé sur une analyse de la législation bélarussienne, des documents publics émanant des organes et mécanismes de l'ONU chargés des droits humains, de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de la Commission économique pour l'Europe (CEE), ainsi que des contributions confidentielles d'organisations de défense des droits humains et des témoignages de particuliers recueillis après la publication d'un appel à contributions en avril 2024.

4. L'évaluation de la collaboration du Bélarus avec l'ensemble des organismes des Nations Unies dépasse le cadre du présent rapport, qui ne vise pas à donner un aperçu complet de la collaboration du Bélarus avec tous les mécanismes et institutions internationaux s'occupant de questions relatives aux droits humains. La Rapporteuse spéciale examine, dans la première partie, le degré de collaboration avec les organes et mécanismes internationaux du point de vue des procédures, et, dans la deuxième partie, en quoi le Bélarus n'a pas donné suite aux recommandations, maintes fois réitérées, qui lui avait été faites sur plusieurs problèmes systémiques relatifs aux droits en question.

## II. Collaboration du Bélarus avec des organismes internationaux : aspects de procédure

5. Le Bélarus s'est très souvent déclaré disposé à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la situation des droits humains dans le pays<sup>1</sup>. Or, cette coopération a toujours été sélective et, sur de nombreuses questions, manqué d'une véritable volonté de collaborer.

6. À la suite de la crise politique survenue dans le cadre et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020, le Bélarus, dont l'attitude face à la vigilance exercée par la communauté internationale est de plus en plus conflictuelle, n'a pas mis fin aux violations massives des droits humains qui ont suscité l'attention soutenue du Conseil des droits de l'homme. Depuis 2021, le pays s'est retiré de plusieurs traités, et ses

<sup>1</sup> [A/HRC/15/16](#), par. 97.9 à 97.19 (2010) ; [A/HRC/30/3](#), par. 127.27 à 127.34 (2015).

réponses aux organes et mécanismes de l'ONU sont devenues plus sélectives et de plus en plus mêlées de protestations contre ce qu'il perçoit comme des signes de deux poids, deux mesures et de politisation.

## A. Système des droits humains de l'ONU

### 1. Renseignements d'ordre général

7. Le Bélarus est partie à sept des neuf principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits humains<sup>2</sup>. Il a adhéré à six d'entre eux en tant que République socialiste soviétique de Biélorussie, avant d'accéder à l'indépendance en 1991, et ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en tant que République du Bélarus, en 2016. Entre 2002 et 2006, il est devenu partie à deux protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant et a accepté la procédure d'examen des plaintes émanant de particuliers du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. En 2023, il a cessé d'être partie au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, privant ainsi ses nationaux de la possibilité de porter plainte devant le Comité des droits de l'homme.

8. Le Bélarus n'a jamais été membre du Conseil des droits de l'homme ou de l'organe qui l'a précédé, la Commission des droits de l'homme.

9. Le Bélarus accueille une équipe de pays des Nations Unies, composée de bureaux de représentation de sept institutions<sup>3</sup>. Le 21 juin 2021, il a suspendu les travaux du Conseiller principal pour les droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, basé à Minsk depuis juillet 2018.

### 2. Conseil des droits de l'homme – Examen périodique universel

10. Le Bélarus a fait l'objet de trois cycles de l'Examen périodique universel (en 2010, en 2015 et en 2020). Il a qualifié cet examen de « mécanisme essentiel à la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme » dans lequel la situation de ces droits dans tous les pays était « examinée selon les principes d'universalité et d'égalité »<sup>4</sup>.

11. Bien que le pays ait souscrit à environ la moitié des recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel<sup>5</sup>, nombre de celles-ci restent insuffisamment mises en œuvre ou ne le sont pas du tout. Selon les organisations de défense des droits humains, à la fin du deuxième cycle de l'Examen périodique universel le concernant (2015-2020), le Bélarus avait mis en œuvre 12 recommandations, en avait partiellement mis en œuvre 110 et était encore en train d'en appliquer 2, sur les 259 qui lui avaient été adressées en 2015. En ce qui concerne le troisième cycle de l'Examen (2020-2025), toujours en cours, il ressort des informations communiquées par les organisations non gouvernementales (ONG) qu'en mai 2024, le pays n'avait mis en œuvre que 2 recommandations et en avait partiellement mis en œuvre 26, sur les 266 qui lui avaient été faites en 2020. Les recommandations mises en œuvre entièrement ou partiellement concerneraient les

<sup>2</sup> Il n'est pas partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ni à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

<sup>3</sup> <https://belarus.un.org/en/about/about-the-un>.

<sup>4</sup> A/HRC/46/5, par. 5.

<sup>5</sup> Un total de 152 recommandations, sur les 259 acceptées lors du deuxième cycle ; 137 sur les 266 acceptées lors du troisième cycle. Voir <https://www.ohchr.org/sites/default/files/lib-docs/HRBodies/UPR/Documents/Session36/BY/infographic-BELARUS.pdf>.

droits des migrants, l'élimination de la pauvreté, l'éducation, les personnes handicapées, les droits des femmes, la mise en place des audiences électroniques dans les procédures judiciaires et la coopération avec les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales.

12. Fait alarmant, entre le deuxième cycle et le troisième cycle de l'Examen périodique universel, le nombre des recommandations déclarées « déjà mises en œuvre » par rapport à celui des recommandations que le pays acceptait d'appliquer était en forte augmentation (13 contre 139 lors du deuxième cycle (2015), et 127 contre 10 lors du troisième cycle (2020).

13. Les recommandations sur certains sujets sont systématiquement refusées, comme celles sur la cessation des persécutions fondées sur des motifs politiques, la libération des prisonniers politiques et les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes.

14. En outre, selon des déclarations faites à la Rapporteuse spéciale par des membres de la société civile, les données communiquées par le Bélarus dans le cadre de l'Examen périodique universel ne seraient pas toujours exactes. Ainsi, en 2020, celui-ci a dit avoir « engagé des discussions sur la modification de sa Constitution avec la participation de tous les citoyens intéressés »<sup>6</sup>. Or, seules des organisations pro-gouvernementales auraient pu prendre part à ces discussions.

### 3. Conseil des droits de l'homme – mandats relatifs au Bélarus

15. Après la première élection d'Alexandre Loukachenko à la présidence, des faits inquiétants dans le domaine des droits humains ont commencé à attirer l'attention de l'ONU, notamment la tenue de référendums constitutionnels contestés en 1995 et en 1996. En réponse à des allégations de violations de ces droits, notamment de cas de disparition forcée, d'exécution sommaire, de détention arbitraire, de harcèlement, de fermeture de médias indépendants, de dissolution d'ONG et de restriction des activités religieuses, la Commission des droits de l'homme a créé, en 2004, le mandat de Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus<sup>7</sup>, rapporteur avec qui le pays a refusé de coopérer<sup>8</sup>. En application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, ayant succédé à la Commission en 2006, le Conseil des droits de l'homme a prorogé d'un an les mandats relevant de toutes les procédures spéciales de cette dernière<sup>9</sup>.

16. Le 19 décembre 2006, l'Assemblée générale a adopté la résolution 61/175, dans laquelle elle s'est déclarée vivement préoccupée par le fait que le Gouvernement bélarussien ne coopérait pas pleinement avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme et par la persistance des allégations de violation de ces droits dans le pays. Elle a insisté pour que le Gouvernement bélarussien coopère pleinement avec tous les mécanismes du Conseil des droits de l'homme, en particulier avec le Rapporteur spécial. Malgré cette résolution, le Conseil a décidé de ne pas proroger le mandat du Rapporteur spécial.

17. En 2011, préoccupé par la grave détérioration de la situation des droits humains après l'élection présidentielle du 19 décembre 2010, le Conseil a prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de préparer un rapport<sup>10</sup>. La Haute-Commissaire, Navi Pillay, n'a pas pu entrer au Bélarus, le Gouvernement bélarussien n'ayant accepté qu'une visite dissociée de son mandat de rapporteuse. En

<sup>6</sup> A/HRC/46/5, par. 9.

<sup>7</sup> Commission des droits de l'homme, résolutions 2004/14 et 2005/13.

<sup>8</sup> E/CN.4/2005/35, par. 5 ; E/CN.4/2006/36.

<sup>9</sup> Décision 1/102 du Conseil des droits de l'homme, en date du 30 juin 2006.

<sup>10</sup> Résolution 17/24 du Conseil des droits de l'homme.

2012, elle a conclu à l'existence de graves violations généralisées des droits humains et de lacunes de nature systémique dans le domaine des droits civils et politiques<sup>11</sup>. Bien que le pays ait partiellement mis en œuvre les recommandations formulées dans le rapport en libérant 24 prisonniers, il a largement fait fi des autres recommandations et a procédé à de nouvelles arrestations et condamnations arbitraires<sup>12</sup>.

18. Comme suite aux conclusions rendues par la Haute-Commissaire et déplorant que le Haut-Commissariat et plusieurs titulaires de mandat thématique au titre des procédures spéciales se soient vu refuser l'entrée dans le pays, le Conseil a rétabli en 2012 le mandat de Rapporteur spécial, dont il a chargé le titulaire de surveiller la situation des droits humains au Bélarus et de faire des recommandations en vue de son amélioration, d'aider le Gouvernement bélarussien à s'acquitter des obligations qui lui incombent dans le domaine des droits humains, et d'offrir un soutien et des conseils à la société civile<sup>13</sup>.

19. Malheureusement, les autorités bélarussiennes se sont obstinées à ne pas reconnaître ce mandat. Le Rapporteur spécial n'a été autorisé qu'une seule fois à entrer au Bélarus, en 2017, à condition que la visite ne soit pas effectuée à titre officiel par le titulaire du mandat<sup>14</sup>. Le Bélarus n'a jamais saisi les occasions qui lui étaient données de faire des observations sur les rapports des Rapporteurs spéciaux. Depuis 2021, la délégation bélarussienne n'assiste plus aux dialogues interactifs avec la Rapporteuse spéciale organisés lors des sessions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale.

20. Réagissant aux informations faisant état de violations massives des droits humains à l'occasion de l'élection présidentielle de 2020, le Conseil a chargé la Haute-Commissaire aux droits de l'homme d'examiner la situation<sup>15</sup>. Les autorités bélarussiennes n'ont pas autorisé les enquêteurs à entrer dans le pays. Elles auraient exercé des représailles sur des défenseurs et défenseuses des droits humains et organisations de la société civile qui avaient communiqué des informations aux enquêteurs<sup>16</sup>. La Haute-Commissaire aux droits de l'homme<sup>17</sup> a conclu que des crimes contre l'humanité pouvaient avoir été commis au Bélarus dans le cadre et au lendemain de cette élection<sup>18</sup>.

21. En 2024, le Conseil a créé un groupe d'experts indépendants sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, qu'il a chargé de poursuivre l'enquête sur les violations présumées des droits humains commises dans le pays depuis le 1<sup>er</sup> mai 2020 et de formuler des recommandations sur les mesures visant à assurer l'application du principe de responsabilité<sup>19</sup>. Le 21 juin 2024, le Président du Conseil a nommé Susan Bazilli (Canada), Karinna Moskalenko (Fédération de Russie) et Monika Platek (Pologne) membres de ce groupe. Ces mêmes expertes avaient aidé le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à mener à bien la mission d'examen qui lui avait été confiée pour 2022-2023.

<sup>11</sup> A/HRC/20/8.

<sup>12</sup> [www.ohchr.org/fr/press-releases/2012/06/human-rights-council-discusses-situation-human-rights-belarus?LangID=E&NewsID=12298](http://www.ohchr.org/fr/press-releases/2012/06/human-rights-council-discusses-situation-human-rights-belarus?LangID=E&NewsID=12298).

<sup>13</sup> Résolution 20/13 du Conseil des droits de l'homme, par. 3. Le projet de résolution a été rédigé et déposé par l'Union européenne.

<sup>14</sup> [www.ohchr.org/fr/press-releases/2017/07/back-unofficial-visit-belarus-un-special-rapporteur-hopeful-dialogue-human](http://www.ohchr.org/fr/press-releases/2017/07/back-unofficial-visit-belarus-un-special-rapporteur-hopeful-dialogue-human).

<sup>15</sup> Résolutions 45/1, 46/20, 49/26 et 52/29 du Conseil des droits de l'homme.

<sup>16</sup> A/HRC/48/28, par. 40 et 41, et annexe I, par. 1 ; communication BLR 4/2021, disponible à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

<sup>17</sup> Voir [www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/ohchr-belarus/index](http://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/ohchr-belarus/index).

<sup>18</sup> A/HRC/52/68 et A/HRC/52/68/Corr.1, par. 54 ; A/HRC/55/61, par. 51 et 52.

<sup>19</sup> Résolution 55/27 du Conseil des droits de l'homme.

22. Le Bélarus se tient à sa politique générale de non-collaboration avec les titulaires de mandats le concernant, malgré leurs spécificités, déclarant qu'il ne se considère lié ni par « les résolutions politisées du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui lui sont consacrées », ni par les mandats qui le visent créés par des organisations régionales<sup>20</sup>. La Rapporteuse spéciale estime que cette position va à l'encontre de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle le Conseil doit « examiner les violations des droits de l'homme », « intervenir promptement en cas de crise dans le domaine des droits de l'homme » et maintenir le régime des procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme<sup>21</sup>.

23. En s'opposant aux procédures spéciales le concernant, le Bélarus perd de vue que le Conseil a pour but d'offrir un espace de coopération et de dialogue authentique tendant à renforcer l'aptitude des États Membres à s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière de droits de l'homme dans l'intérêt de tous les êtres humains<sup>22</sup> et laisse échapper l'occasion d'apporter son propre point de vue à l'analyse effectuée dans le cadre des mandats relevant de ces procédures.

#### 4. Conseil des droits de l'homme – mandats thématiques relevant des procédures spéciales

24. Le Bélarus se dit prêt à coopérer avec les mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, « dans le cadre de leurs mandats », mais il le fait de manière sélective (« sur la base de ses priorités et intérêts nationaux »)<sup>23</sup>. Dans le rapport national qu'il a présenté en 2020 à l'occasion de l'Examen périodique universel, le Gouvernement a déclaré avoir adressé des invitations permanentes à neuf titulaires de mandat thématique au titre des procédures spéciales<sup>24</sup>. Néanmoins, il n'a pas répondu favorablement aux demandes de visites émanant de titulaires de plusieurs autres mandats<sup>25</sup>.

25. Le Bélarus a accueilli des visites officielles de cinq titulaires de mandat au titre des procédures spéciales de la Commission et du Conseil : celles du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression (1997)<sup>26</sup>, du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats (2000)<sup>27</sup>, du Groupe de travail sur la détention arbitraire (2004)<sup>28</sup>, de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants (2009)<sup>29</sup> et du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants (2022) (qui devait évaluer la situation des migrants à la frontière avec la Pologne)<sup>30</sup>. Selon les rapports de mission, les autorités bélarussiennes ont fait preuve d'un bon niveau de coopération, bien qu'elles n'aient pas accédé à la demande d'accès du Groupe de travail sur la détention arbitraire à un centre de détention contrôlé par le Comité de sûreté de l'État. Le

<sup>20</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 45.

<sup>21</sup> Résolution 60/251 de l'Assemblée générale, par. 3, 5 f) et 6.

<sup>22</sup> Résolution 60/251 de l'Assemblée générale, dixième alinéa du préambule.

<sup>23</sup> A/HRC/46/5/Add.1, 138.33, 138.35, 138.36 et par. 46.

<sup>24</sup> A/HRC/WG.6/36/BLR/1, par. 22.

<sup>25</sup> Par exemple, la demande d'invitation à se rendre dans le pays que lui a adressée le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires en 2011 est restée sans réponse malgré des rappels réguliers (A/HRC/54/22, par. 67).

<sup>26</sup> E/CN.4/1998/40/Add.1.

<sup>27</sup> E/CN.4/2001/65/Add.1.

<sup>28</sup> E/CN.4/2005/6/Add.3.

<sup>29</sup> A/HRC/14/32/Add.2.

<sup>30</sup> A/HRC/53/26/Add.2.



Bélarus a traité de façon sélective les recommandations issues de ces visites, donnant suite à certaines d'entre elles<sup>31</sup> et en laissant d'autres de côté (voir partie II).

26. Le Bélarus est extrêmement sélectif dans la suite qu'il donne aux communications envoyées par les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales. Sur les 13 communications qui lui ont été envoyées en 2023, seules 2 ont fait l'objet d'une réponse. Jusqu'en 2022, pourtant, le pays donnait suite à la plupart des communications. Le fait qu'il ne réponde pas aux appels urgents concernant des allégations de violations graves des droits humains, notamment de mauvais traitements en détention et de possibles disparitions forcées, est particulièrement préoccupant<sup>32</sup>. Lorsqu'il répond, il tend à négliger de nombreuses questions et donne peu ou pas d'indications sur les enquêtes ouvertes sur la base des allégations transmises par les titulaires de mandats. Malheureusement, les autorités bélarussiennes ont déclaré qu'elles se réservaient le droit de ne pas répondre sur le fond à ce qu'elles considéraient comme des demandes de renseignements fondées sur des motifs politiques<sup>33</sup>, allant jusqu'à affirmer, dans des termes menaçants pour les titulaires de mandat thématique, que la coordination avec la Rapporteuse spéciale sur le Bélarus discréditerait le travail de ceux-ci<sup>34</sup>, alors même que le Manuel des procédures spéciales des droits de l'homme de l'ONU exige la consultation par ces titulaires de mandat des rapporteurs sur le pays concerné<sup>35</sup>. Le Bélarus n'a pas non plus donné suite aux conclusions formulées par le Groupe de travail sur la détention arbitraire dans le cadre de sa procédure d'avis, l'accusant d'avoir des motivations politiques<sup>36</sup>.

27. À plusieurs reprises, la Rapporteuse spéciale et d'autres titulaires de mandats relevant des procédures spéciales se sont abstenus d'évoquer des cas de violations présumées des droits humains au Bélarus par crainte pour la sécurité des personnes invitées à signer des formulaires de consentement éclairé ou pour ne pas les effrayer.

## 5. Organes conventionnels

28. Le Bélarus a accepté des examens périodiques par sept organes conventionnels : le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité des droits de l'homme, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité contre la torture, le Comité des droits de l'enfant et le Comité des droits des personnes handicapées. Bien qu'il soit actuellement à jour dans les rapports qu'il doit soumettre à ces organes, tel n'a pas toujours été le cas<sup>37</sup> et nombre des recommandations que ceux-ci lui ont adressées n'ont pas été mises en œuvre. Le Bélarus a accepté la compétence du Comité contre la torture et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour mener des enquêtes confidentielles.

29. Le 8 février 2023, le Bélarus a cessé d'être partie au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui permet au Comité des droits de l'homme d'examiner des communications émanant de

<sup>31</sup> Les recommandations de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, ont servi de base à la loi du 7 janvier 2012 relative à la lutte contre la traite des êtres humains (A/HRC/WG.6/22/BLR/1, par. 25).

<sup>32</sup> Voir, par exemple, les communications BLR 12/2013 et BLR 13/2023, disponibles à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

<sup>33</sup> <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadFile?gId=35597>.

<sup>34</sup> Voir la réponse de l'État à la communication BLR 7/2020, disponible à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

<sup>35</sup> Manuel des procédures spéciales des droits de l'homme de l'ONU, par. 32.

<sup>36</sup> A/HRC/54/51, p. 10 (24/2022) ; A/HRC/51/29, par. 23, p. 10 (23/2021) et p. 14 (50/2021).

<sup>37</sup> Le cinquième rapport périodique au Comité des droits de l'homme, qui devait être présenté en 2001, a été soumis en 2017.

particuliers. La décision de se retirer de cet instrument a été prise sans explication ni consultation de la société civile<sup>38</sup>. Depuis l'adhésion du Bélarus au Protocole, le 30 septembre 1992, le Comité des droits de l'homme avait examiné des centaines de plaintes contre le pays et aurait reconnu à plus de 100 reprises la violation du Pacte. Aujourd'hui, le seul organe conventionnel dont le Bélarus accepte la compétence pour examiner les plaintes émanant de particuliers portées contre lui est le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

30. Le Bélarus refuse systématiquement de coopérer de bonne foi avec le Comité des droits de l'homme. Il n'a pas accédé aux demandes de mesures provisoires formulées par le Comité et n'a pas donné suite aux constatations faites par ce dernier quant aux communications émanant de particuliers, violant ainsi les obligations que lui font le Protocole facultatif et le paragraphe 3 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>39</sup>. Les défenseurs et défenseuses des droits humains indiquent que, de 2014 à 2016, dans au moins 36 dossiers, le Bélarus n'a pas soumis d'observations sur des communications émanant de particuliers. Dans certains affaires, il a contesté le droit du Comité d'enregistrer des communications et cessé toute correspondance à ce sujet, en violation de l'article premier du Protocole facultatif<sup>40</sup>. Selon des informations émanant de la société civile, il n'a donné suite à aucune des constatations du Comité relatives à des communications présentées contre lui par des particuliers. En outre, il aurait cessé de coopérer avec le Comité à l'égard des communications enregistrées après le 8 février 2023, date de prise d'effet de sa dénonciation du Protocole facultatif, même si ces plaintes avaient été soumises alors qu'il était encore lié par cet instrument.

31. À la fin de juin 2024, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes avait rendu des constatations sur trois communications présentées par des particuliers contre le Bélarus, et une communication était en cours d'examen<sup>41</sup>. La faiblesse de ce nombre peut s'expliquer par la difficulté pour les victimes d'épuiser tous les recours internes, comme elles en ont l'obligation.

32. Depuis 2020, le recours fréquent aux audiences à huis clos et in absentia, l'imposition systématique d'accords de non-divulgence aux avocats de la défense et l'ingérence généralisée dont l'État ferait preuve dans la communication entre les avocats et leurs clients font qu'il est extrêmement difficile pour les victimes de violations des droits humains d'épuiser les recours internes ou d'en obtenir des preuves. Le Comité des droits de l'homme a estimé que les accords de non-divulgence imposés aux avocats pouvaient constituer une violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>42</sup>. Selon les informations recueillies, il serait impossible pour les Bélarussiens contraints de s'installer à l'étranger d'épuiser les recours internes. Lorsque les procès se tiennent in absentia, les personnes accusées ne seraient pas autorisées à participer aux audiences à distance, à choisir leur avocat, ni à accéder aux pièces du dossier. La défense est assurée par des avocats désignés par l'État qui ne prendraient pas contact avec elles.

33. Les obstacles ainsi créés par l'État à un recours effectif aux mécanismes quasi judiciaires internationaux des droits humains sont contraires au paragraphe 4 de l'article 9 de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme du 8 mars 1999, qui proclame le droit de toute personne de s'adresser sans restriction aux organes

<sup>38</sup> <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/11/belarus-withdrawal-individual-complaints-procedure-serious-setback-human>.

<sup>39</sup> CCPR/C/BLR/CO/5, par. 7 ; CCPR/C/137/2/Add.1, par. 12 ; *ibid.*, par. 7 à 12.

<sup>40</sup> CCPR/C/128/D/2391/2014, par. 6.1 et 6.2 ; CCPR/C/138/D/2579/2015-3234-2018, par. 6.2.

<sup>41</sup> Voir [www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/cedaw/individual-communications](https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/cedaw/individual-communications).

<sup>42</sup> CCPR/C/139/D/3788/2020, par. 9.7 et 9.8.

internationaux compétents pour recevoir et examiner des communications relatives aux droits humains, et de communiquer librement avec ces organes<sup>43</sup>.

## B. Organisation internationale du Travail

34. En 2004, comme suite à une plainte déposée par des travailleurs biélorussiens, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail (BIT) a créé une commission d'enquête qui a conclu que le Bélarus violait les droits des travailleurs découlant de la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87) et de la Convention de 1949 sur le droit d'organisation et de négociation collective (n° 98).

35. En 2022, tous les syndicats indépendants du Bélarus ont été dissous, et leur fédération, le Congrès biélorussien des syndicats démocratiques (BKDP), démantelée<sup>44</sup>. Avec d'autres syndicalistes, le président du BKDP, également membre du Conseil d'administration du BIT, a été arrêté arbitrairement et aurait fait l'objet de poursuites pénales, notamment en représailles contre la communication d'informations au BIT<sup>45</sup>.

36. Le 12 juin 2023, la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a adopté une résolution<sup>46</sup> au titre de l'article 33 de sa Constitution, afin de remédier à l'inexécution par le Bélarus des recommandations formulées par la Commission d'enquête. Il s'agissait de la deuxième fois dans l'histoire de cette organisation qu'une telle procédure était déclenchée. Dans cette résolution, le pays était instamment prié d'accueillir une mission tripartite de l'OIT, y compris une visite auprès des dirigeants et des militants de syndicats indépendants qui étaient emprisonnés ou placés en détention. Le Directeur général de l'organisation était invité à se mettre en relation avec la Rapporteuse spéciale et trois autres titulaires de mandats relevant des procédures spéciales<sup>47</sup>. Dans le rapport qu'elle a adressé au Conseil en 2024, faisant valoir le manque d'indépendance de la Fédération des syndicats du Bélarus, la Rapporteuse spéciale a recommandé la suspension de la participation de la Fédération à la Conférence de l'OIT<sup>48</sup>.

37. Par lettre datée du 14 juillet 2023<sup>49</sup>, le Directeur général de l'OIT a encouragé le Gouvernement biélorussien à accepter la venue d'une mission tripartite de cette organisation. Dans son rapport de mars 2024, le Comité de la liberté syndicale de l'organisation a regretté l'indication du Gouvernement selon laquelle « toute faisabilité politique ou pratique liée à l'organisation d'une visite de mission dans le pays [...] n'[était] pas envisagée à l'heure actuelle »<sup>50</sup>. Le Comité a déploré « l'absence totale de progrès » dans la mise en œuvre des recommandations des organes de l'OIT et a dénoncé « le non-respect délibéré par le Gouvernement de ses obligations qui découlent de son statut de membre de l'Organisation », soulignant que

<sup>43</sup> Résolution 53/144 de l'Assemblée générale, article 9, par. 4.

<sup>44</sup> A/HRC/53/53, par. 78 à 85 ; A/HRC/56/65, par. 109.

<sup>45</sup> A/HRC/54/61, par. 50.

<sup>46</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_886022.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_886022.pdf).

<sup>47</sup> Les Rapporteurs spéciaux sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion pacifique et d'association, et l'indépendance des juges et des avocats.

<sup>48</sup> A/HRC/56/65, par. 131.

<sup>49</sup> Voir [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_899633.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_899633.pdf).

<sup>50</sup> OIT, 406<sup>e</sup> rapport du Comité de la liberté syndicale (GB.350/INS/16/2), par. 50.

le Bélarus répondait avec retard et ne le faisait que par rien d'autre que des informations déjà examinées par l'OIT<sup>51</sup>.

### C. Commission économique pour l'Europe

38. Le 24 octobre 2022, le Bélarus s'est retiré de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) de la Commission économique pour l'Europe, qui définit les aspects procéduraux du droit à un environnement propre, sain et durable. Comme d'autres titulaires de mandats relevant des procédures spéciales, la Rapporteuse spéciale a déploré cette décision<sup>52</sup>.

39. Le retrait en question est une réaction aux mesures prises par le Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention et par la Réunion des parties à la Convention après que le Bélarus a dissous, en octobre 2021, puis déclaré extrémiste, l'ONG environnementale Ecohome, qui avait activement collaboré avec le Comité. Ce dernier a estimé que la dissolution de l'ONG constituait un cas flagrant de pénalisation, de persécution et de soumission à des mesures vexatoires, contraires au paragraphe 8 de l'article 3 de la Convention, pour avoir exercé des droits reconnus par celle-ci<sup>53</sup>. La Réunion des parties a décidé de suspendre les droits et privilèges spéciaux accordés au Bélarus au titre de la Convention, à moins qu'il n'annule la dissolution d'Ecohome<sup>54</sup>. Il s'agissait de la première décision de suspension dans l'histoire de la Convention. Le Bélarus a dénoncé une action planifiée de diabolisation du pays dans les organisations internationales par les États occidentaux et lancé un ultimatum, déclarant qu'il ne resterait partie à la Convention que si la décision de suspension était annulée<sup>55</sup>.

## III. Collaboration du Bélarus avec des organismes internationaux : aspects de fond

### A. Plans nationaux en matière de droits humains

40. En 2016, le Bélarus a présenté, pour la période 2016-2019, son premier plan national en matière de droits humains, par lequel il entendait mettre en œuvre les recommandations issues de l'Examen périodique universel et celles des organes conventionnels<sup>56</sup>. L'initiative était louable, mais le plan ne tenait pas compte des recommandations faites par les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales, ni de celles relatives aux droits civils et politiques émanant d'autres mécanismes de défense des droits humains. Le plan avait été élaboré sans associer la société civile à ces travaux<sup>57</sup> et ne comprenait pas d'indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis<sup>58</sup>.

41. Dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel le concernant, en 2020, le Bélarus a déclaré « déjà mise en œuvre » la recommandation

<sup>51</sup> Ibid., par. 60.

<sup>52</sup> [www.ohchr.org/en/press-releases/2022/08/belarus-un-experts-denounce-withdrawal-aarhus-convention](https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/08/belarus-un-experts-denounce-withdrawal-aarhus-convention).

<sup>53</sup> ECE/MP.PP/2021/61, par. 61.

<sup>54</sup> ECE/MP.PP/2021/2/Add.1, décision VII/8c : Respect par le Bélarus des obligations que lui impose la Convention, par. 7 a) et b).

<sup>55</sup> [https://unece.org/sites/default/files/2023-09/frPartyVII.8c\\_26.11.2021\\_letter\\_rus.pdf](https://unece.org/sites/default/files/2023-09/frPartyVII.8c_26.11.2021_letter_rus.pdf) (en russe).

<sup>56</sup> [https://mfa.gov.by/kcfinder/upload/files/GUMDI/20.04.15\\_action\\_plan.pdf](https://mfa.gov.by/kcfinder/upload/files/GUMDI/20.04.15_action_plan.pdf).

<sup>57</sup> A/HRC/35/40, par. 28 à 31 ; A/HRC/38/51, par. 27 et 59.

<sup>58</sup> A/HRC/41/52, par. 18.

d'« adopter un nouveau plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme en collaboration avec les parties intéressées, notamment la société civile »<sup>59</sup>. Or, aucun nouveau plan en matière de droits humains n'a été présenté. Des plans d'action sur des questions bien précises – égalité des genres et droits des enfants et des personnes handicapées – ont été adoptés, mais, en ce qui concerne les droits de l'enfant, le plan ne comprend pas d'indicateurs permettant d'évaluer sa mise en œuvre. Selon les renseignements recueillis, les informations sur la mise en œuvre ne seraient pas rendues publiques et il n'y aurait pas de budget distinct pour le financement des activités en question.

## B. Institution nationale des droits humains

42. La création d'une institution nationale des droits humains conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) est une des recommandations les plus souvent adressées au Bélarus, notamment par la Rapporteuse spéciale et son prédécesseur<sup>60</sup>, les organes conventionnels<sup>61</sup> et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme<sup>62</sup>.

43. Dans le cadre de l'Examen périodique universel, le Bélarus n'a pas souscrit aux recommandations tendant à la création d'une telle institution<sup>63</sup>, mais il a accepté de l'« envisager » et de « poursuivre ses efforts » dans ce sens<sup>64</sup>. En 2010, il a annoncé qu'il organiserait des consultations avec les ONG pour lancer cette initiative, mais n'a pas informé tous les participants prévus<sup>65</sup>. Pendant deux décennies, le projet est resté au point mort, suscitant des critiques quant à sa lenteur et à l'absence de calendrier<sup>66</sup>. Lors de l'Examen périodique universel de 2020, le Bélarus a déclaré qu'il continuait de réfléchir à la création de l'institution voulue<sup>67</sup>. Plus récemment, devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, il a avancé pour justifier l'absence de progrès que, « à l'instigation des pays occidentaux, le dialogue sur les droits humains a[vait] été rompu alors qu'il était prévu que ces pays fournissent une aide technique concernant la création d'une institution nationale de défense des droits »<sup>68</sup>.

<sup>59</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 1 (138.55) (2020).

<sup>60</sup> A/HRC/23/52, par. 119 d) (2013) ; A/HRC/26/44, par. 139 e) (2014) ; A/69/307, par. 93 o) (2014) ; A/HRC/29/43, par. 131 b) (2015) ; A/72/493, par. 103 h) (2017) ; A/73/380, par. 123 k) (2018) ; A/HRC/44/55, par. 88 a) (2020) ; A/HRC/47/49, par. 101 a) i) (2021) ; A/76/145, par. 110 f) (2021).

<sup>61</sup> CRC/C/15/Add.180, par. 16 et 17 (2002) ; CERD/C/65/CO/2, par. 13 (2004) ; CRC/C/BLR/CO/3-4, par. 7, 14 et 15 (2011) ; CERD/C/BLR/CO/18-19, par. 15 (2013) ; E/C.12/BLR/CO/4-6, par. 7 (2013) ; CEDAW/C/BLR/CO/8, par. 14 et 15 (2016) ; CERD/C/BLR/CO/20-23, par. 12 et 13 (2017) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 14 (2018) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 49 (2018) ; CRC/C/BLR/CO/5-6, par. 10 (2020) ; E/C.12/BLR/CO/7, par. 7 et 8 (2022).

<sup>62</sup> A/HRC/20/8, par. 75 l) (2012).

<sup>63</sup> A/HRC/30/3/Add.1, par. 129.10 à 129.19 (2015) ; A/HRC/46/5/Add.1, 138.51, 138.53 et 138.54 (2020).

<sup>64</sup> A/HRC/15/16, par. 97.4 (2010) ; A/HRC/30/3, 127.16 à 127.18 et 127.20 à 127.22 (2015) ; A/HRC/30/3/Add.1, 129.20 (2015) ; A/HRC/46/5/Add.1, par. 1 (138.50, 138.52) (2020).

<sup>65</sup> A/HRC/23/52, par. 23.

<sup>66</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 15 (2011) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 48 (2018) ; Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, lettre de suivi du 28 août 2015 ; CRC/C/BLR/CO/5-6, par. 10 (2020) ; Comité des droits économiques, sociaux et culturels, E/C.12/BLR/CO/7, par. 7 et 8 (2022).

<sup>67</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 47 (2020).

<sup>68</sup> CEDAW/C/BLR/9, par. 94.

## C. Séparation des pouvoirs et administration de la justice

44. En 1996, deux ans après la première élection de M. Loukachenko à la présidence, un référendum constitutionnel, non reconnu comme contraignant par la Cour constitutionnelle et largement dénoncé comme entaché d'irrégularités<sup>69</sup>, a bouleversé la séparation des pouvoirs. En conférant au Président la mainmise sur la nomination et la révocation des juges, ainsi que des pouvoirs législatifs, la nouvelle Constitution favorisait l'exécutif, le déséquilibre étant encore accentué par les modifications qui lui ont été apportées par la suite. En avril 2024, le Président en exercice a obtenu plus d'ascendant encore sur les pouvoirs judiciaire et législatif en devenant président de l'Assemblée du peuple biélorussien, nouvelle chambre du Parlement créée en 2022 à l'issue d'un autre référendum constitutionnel<sup>70</sup>.

45. Les experts et les organes de l'ONU chargés des droits humains ont commencé à exprimer des préoccupations quant au risque de violations de ces droits dès 1996. La concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif<sup>71</sup> et les procédures relatives à la durée d'exercice, à la discipline et à la révocation des juges, prévenaient-ils, étaient incompatibles avec le principe d'indépendance et d'impartialité du pouvoir judiciaire<sup>72</sup>. En même temps, des initiatives législatives et administratives qui portaient atteinte à l'indépendance du barreau étaient dénoncées<sup>73</sup>. Les problèmes posés par le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire et des avocats ont été soulignés dans les rapports de mission au Bélarus du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, (2000)<sup>74</sup> et du Groupe de travail sur la détention arbitraire (2004)<sup>75</sup>. Le Comité des droits de l'homme a conclu à la violation des articles 14 et 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en ce qui concerne la révocation, en 1997, d'un juge de la Cour constitutionnelle<sup>76</sup>.

46. Au cours des 20 dernières années, la dépendance du pouvoir judiciaire et du barreau à l'égard de l'exécutif et les diverses formes de harcèlement exercées sur des juges et des avocats sont devenues un sujet de préoccupation récurrent<sup>77</sup>. Les Rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme dans le pays<sup>78</sup> et, avant eux, les titulaires du mandat créé par la Commission des droits de l'homme<sup>79</sup> ont soulevé ces problèmes chaque année. Des pics de harcèlement des avocats (radiations,

<sup>69</sup> E/CN.4/2001/65/Add.1, par. 18 à 24.

<sup>70</sup> A/HRC/50/58, par. 62 et 63.

<sup>71</sup> E/C.12/1/Add.7/Rev.1, par. 12 (1996) ; CCPR/C/79/Add.86, par. 7 (1997) ; A/72/493.

<sup>72</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 13 (1997) ; E/CN.4/1998/40/Add.1, par. 76 (1997).

<sup>73</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 14 (1997).

<sup>74</sup> E/CN.4/2001/65/Add.1.

<sup>75</sup> E/CN.4/2005/6/Add.3, par. 44 à 47.

<sup>76</sup> CCPR/C/78/D/814/1998.

<sup>77</sup> A/56/44, par. 45 d), f) et g) et 46 d) (Comité contre la torture, 2001) ; CERD/C/65/CO/2, par. 12 (2004) ; CAT/C/BLR/CO/4, par. 12 (2011) ; CERD/C/BLR/CO/18-19, par. 14 (2013) ; E/C.12/BLR/CO/4-6, par. 6 (Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 2013) ; CERD/C/BLR/CO/20-23, par. 21 et 22 (2017) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 11, 44 et 45 (2018) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 39 à 42 (2018).

<sup>78</sup> A/HRC/23/52, par. 61 à 67, et 119 e) et f) (2013) ; A/68/276, par. 95 à 98, et 118 f), g) et l) (2013) ; A/HRC/26/44, par. 33 à 36, et 139 e) et f) (2014) ; A/HRC/29/43, par. 34 à 40 et 131 c) (2015) ; A/HRC/32/48, par. 139 g) (2016) ; A/HRC/38/51, par. 83 à 88 et 114 j) (2018) ; A/HRC/41/52, par. 95 f) (2019) ; A/75/173, par. 19 à 37, et 79 a) et h) (2020) ; A/HRC/47/49, par. 101 e) (2021) ; A/HRC/50/58, par. 82 à 86 et 126 f) (2022) ; A/77/195, par. 68 à 72 et 94 g) (2022) ; A/HRC/53/53, par. 86 à 91 et 111 i) (2023) ; A/HRC/56/65, par. 114 à 116 (2024).

<sup>79</sup> E/CN.4/2005/35, par. 29 à 33, 92 et 93 (2005).



arrestations arbitraires, condamnations pénales) ont été observés spécifiquement à l'occasion d'élections<sup>80</sup> et se sont généralisés depuis 2020<sup>81</sup>.

47. Des violations des garanties d'un procès équitable ont été relevées à de nombreuses reprises dans les constatations relatives aux communications émanant de particuliers adoptées par le Comité des droits de l'homme, dans les avis du Groupe de travail sur la détention arbitraire et dans les rapports et communications des titulaires de mandats relevant des procédures spéciales.

48. Dans le cadre de l'Examen périodique universel, le Bélarus a régulièrement « accepté » ou déclaré « déjà mises en œuvre » des recommandations formulées dans des termes généraux sur les garanties d'un procès équitable<sup>82</sup> et le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire<sup>83</sup>. Cependant, il n'a pas tenu compte de la recommandation bien précise de confier la nomination, la suspension et la révocation des juges aux organes autogérés de la magistrature<sup>84</sup>. Il n'a pas accepté la recommandation du Comité contre la torture d'enquêter sur les cas de radiations d'avocats<sup>85</sup>.

## D. Peine de mort

49. En 1993, le Bélarus a posé sa candidature pour devenir membre du Conseil de l'Europe, qualité subordonnée à l'abolition de la peine de mort. Bien que, selon les résultats d'un référendum organisé en 1996, plus de 80 % des Bélarussiens souhaitent conserver la peine capitale, la Cour constitutionnelle a décidé en 2004 que le chef de l'État ou le Parlement pouvaient adopter un moratoire<sup>86</sup>.

50. L'instauration d'un moratoire sur la peine de mort a été recommandée dans le cadre de l'Examen périodique universel, par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme<sup>87</sup>, des organes conventionnels<sup>88</sup> et les Rapporteurs spéciaux<sup>89</sup>. En 2010, ayant déclaré que l'abolition était prématurée<sup>90</sup>, le Bélarus n'a toutefois souscrit à aucune des recommandations relatives à un moratoire ou à l'abolition<sup>91</sup>. Néanmoins, lors du deuxième cycle de l'Examen périodique universel le concernant, en 2015<sup>92</sup>, il a accepté de mener des campagnes d'information sur l'abolition en vue de ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>93</sup>, de redynamiser les débats du Groupe de travail parlementaire sur la peine de mort<sup>94</sup> et d'envisager d'instaurer un moratoire sur cette peine<sup>95</sup> et de l'abolir<sup>96</sup>. En 2016, les parlementaires bélarussiens ont affirmé qu'ils s'employaient au rétablissement du statut d'invité spécial auprès de l'Assemblée parlementaire du

<sup>80</sup> Voir, au sujet des élections de 2010, [A/HRC/17/30/Add.1](#), par. 88 à 98.

<sup>81</sup> [A/HRC/56/65](#), par. 115.

<sup>82</sup> [A/HRC/15/16](#), par. 97.28 (2010) ; [A/HRC/15/16/Add.1](#), par. 16 à 21 (98.8) et 73 à 75 (98.26) (2010).

<sup>83</sup> [A/HRC/15/16/Add.1](#), par. 70 à 72 (98.25) (2010) ; [A/HRC/30/3/Add.1](#), par. 129.51 et 129.53 (2015) ; [A/HRC/46/5/Add.1](#), par. 20 (138.186) (2020).

<sup>84</sup> [A/HRC/30/3/Add.1](#), par. 129.54 (2015).

<sup>85</sup> [CAT/C/BLR/CO/4/Add.1](#), par. 6.

<sup>86</sup> Avis 6/398 du 12 mars 2024.

<sup>87</sup> [A/HRC/20/8](#), par. 75 m) (2012).

<sup>88</sup> [CAT/C/BLR/CO/5](#), par. 55 (2018) ; [CCPR/C/BLR/CO/5](#), par. 27 et 28 (2018).

<sup>89</sup> [A/HRC/23/52](#), par. 119 c) (2013) ; [A/HRC/26/44](#), par. 139 d) (2014) ; [A/HRC/29/43](#), par. 131 i) (2015) ; [A/72/493](#), par. 103 g) ; [A/73/380](#), par. 123 j) (2018) ; [A/HRC/44/55](#), par. 88 d) (2020) ;

[A/HRC/47/49](#), par. 101 c) (2021) ; [A/HRC/50/58](#), par. 126 k) (2022) ; [A/HRC/53/53](#), par. 111 b) (2023).

<sup>90</sup> [A/HRC/15/16/Add.1](#), par. 1 et 2 (98.1).

<sup>91</sup> [A/HRC/15/16/Add.1](#), par. 44 à 49 (98.16 et 98.17) (2010).

<sup>92</sup> [A/HRC/30/3/Add.1](#) (129.31, 129.32, 129.34 à 129.36 et 129.39 à 129.49) (2015).

<sup>93</sup> [A/HRC/30/3](#), par. 127.1 (2015).

<sup>94</sup> [A/HRC/30/3/Add.1](#) (129.29) (2015).

<sup>95</sup> [A/HRC/30/3/Add.1](#) (129.37 et 129.38) (2015).

<sup>96</sup> [A/HRC/30/3/Add.1](#) (129.30 et 129.33) (2015).

Conseil de l'Europe<sup>97</sup>, lequel était subordonné à l'instauration du moratoire<sup>98</sup>. Lors du dernier cycle de l'Examen périodique universel le concernant, en 2020, le Bélarus n'a toujours pas souscrit aux recommandations relatives à l'abolition de la peine de mort et à l'instauration d'un moratoire<sup>99</sup>, mais il a accepté d'envisager la ratification du deuxième Protocole facultatif<sup>100</sup>. Il a déclaré « déjà mises en œuvre » les recommandations d'appliquer la législation et les politiques nécessaires à l'abolition<sup>101</sup>, d'envisager un moratoire<sup>102</sup> et d'abolir la peine de mort<sup>103</sup>. Il s'est engagé à « poursuivr[e] le dialogue national concernant la question du moratoire sur la peine de mort ou de l'abolition de cette peine »<sup>104</sup>.

51. Bien que la peine de mort ne soit pas illicite en droit international, le fait que le Bélarus l'ait étendue à plusieurs reprises (en 1997<sup>105</sup>, 2022 et 2023<sup>106</sup>) à des infractions qui n'étaient pas passibles d'une telle peine, y compris à des tentatives d'infraction, va à l'encontre des obligations découlant de l'article 6 (droit à la vie) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>107</sup>. La pratique systématique de la condamnation à la peine capitale sans que soient respectées les garanties d'un procès équitable, établie dans de nombreuses constatations du Comité des droits de l'homme, est une source de préoccupation majeure. En outre, en 2018, le Comité a dit avoir connaissance de l'exécution de 10 personnes malgré les mesures provisoires qu'il avait demandées<sup>108</sup>. À ce jour, la société civile a recensé pas moins de 15 exécutions de ce type.

52. Le Bélarus ne tient pas compte des conclusions des organes chargés des droits humains concernant l'incompatibilité de sa législation avec le droit international des droits de l'homme dont relève le fait que les personnes condamnées à mort et leurs proches ne sont pas informés de la date et de l'heure de l'exécution, que les dépouilles ne sont pas rendues aux familles et que les lieux d'inhumation ne sont pas divulgués. Le Comité des droits de l'homme l'a averti qu'il s'agissait-là de violations de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>109</sup>, et le Comité contre la torture, qu'il s'agissait de violations de l'article 16 de la Convention contre la torture<sup>110</sup>. En 2011, le pays n'a pas accepté les recommandations de ce dernier comité concernant l'amélioration des conditions de détention des personnes condamnées à mort, par des mesures visant à remédier au secret et à l'arbitraire entourant les exécutions<sup>111</sup>. Dans le cadre de l'Examen périodique universel de 2020, le Bélarus a rejeté la recommandation d'offrir aux familles des personnes condamnées la possibilité de les voir une dernière fois et d'enterrer leur dépouille<sup>112</sup>. En 2023, le Comité des droits de l'homme a regretté que le pays n'ait pas communiqué

<sup>97</sup> Voir [www.belarus.by/en/government/events/mps-hope-for-belarus-pace-special-guest-status-restoration\\_i\\_0000034178.html](http://www.belarus.by/en/government/events/mps-hope-for-belarus-pace-special-guest-status-restoration_i_0000034178.html).

<sup>98</sup> Résolutions 1672 (2019) et 1727 (2010) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 23 juin 2009 et du 29 avril 2010, respectivement.

<sup>99</sup> A/HRC/46/5/Add.1 (138.8, 138.10, 138.11, 138.13, 138.84, 138.85, 138.88, 138.91, 138.92, 138.94, 138.95 et 138.98 à 138.101).

<sup>100</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 1 (138.9).

<sup>101</sup> Ibid., par. 1 (138.12).

<sup>102</sup> Ibid., par. 4 (138.96) et 35 (138.87).

<sup>103</sup> Ibid., par. 1 (138.86, 138.87, 138.98, 138.90 et 138.93).

<sup>104</sup> Ibid., par. 48 (2020).

<sup>105</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 8.

<sup>106</sup> A/HRC/53/53, par. 92 à 98.

<sup>107</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36 (2018), par. 34.

<sup>108</sup> CCPR/C/BLR/CO/5, par. 7.

<sup>109</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 8 ; CCPR/C/77/D/886/1999.

<sup>110</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 27 ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 54 et 55.

<sup>111</sup> CAT/C/BLR/CO/4/Add.1.

<sup>112</sup> A/HRC/30/3/Add.1 (par. 129.50) (2015).



d'informations quant aux mesures prises pour apporter à sa législation les modifications attendues à cet égard<sup>113</sup>.

## E. Détention arbitraire

53. Les détentions arbitraires sont, au Bélarus, un problème chronique qui s'est considérablement aggravé à la suite des manifestations de 2020, des dizaines de milliers de personnes étant détenues arbitrairement depuis lors<sup>114</sup>. Pourtant, des préoccupations avaient été exprimées par des organes conventionnels trois décennies auparavant<sup>115</sup>, ainsi que dans le rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire sur la visite qu'il avait effectuée dans le pays en 2004<sup>116</sup> et dans le rapport de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme en date de 2012<sup>117</sup>. Les détentions arbitraires sont couramment utilisées comme moyen de répression de l'opposition politique et de la société civile, en particulier dans le contexte d'élections<sup>118</sup>.

54. Au fil des ans, les Rapporteurs spéciaux, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Comité des droits de l'homme et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont traité de nombreux dossiers de détention arbitraire au Bélarus. Pourtant, les autorités n'ont pas procédé à la libération des victimes, ni à leur indemnisation – si l'on excepte les amnisties qui ont pu être prononcées ça et là, qui ne constituent pas une reconnaissance de l'arbitraire des détentions, et encore moins une réhabilitation. Lors du dernier cycle de l'Examen périodique universel, en 2020, le Bélarus n'a pas souscrit aux recommandations d'enquêter sur les allégations de détentions arbitraires, de libérer les personnes détenues arbitrairement et de prévenir d'autres détentions arbitraires<sup>119</sup>.

## F. Torture et mauvais traitements en détention

55. Bien que le Bélarus ait accepté, en 2010, la recommandation d'adopter au niveau national une définition de la torture reprenant celle de l'article premier de la Convention contre la torture<sup>120</sup>, le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme ont souligné à diverses reprises que la définition figurant dans la législation pénale nationale n'était pas conforme à l'article premier et à l'article 4 de ladite convention, ni à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>121</sup>. Aujourd'hui, l'article 128 du Code pénal comprend une définition similaire à celle de l'article premier de la Convention, mais il y est précisé que la « torture » ne s'étend pas « à la douleur et aux souffrances résultant de mesures de contrainte procédurale ou d'autres formes de contrainte juridique », ce qui va bien au-delà des sanctions légitimes mentionnées dans la définition qui figure dans l'article premier de la Convention. En 2020, le Bélarus a affirmé que son code pénal reprenait la définition de la torture énoncée dans la Convention<sup>122</sup>.

<sup>113</sup> CCPR/C/137/2/Add.1.

<sup>114</sup> A/HRC/55/61, par. 15.

<sup>115</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 10 (1997) ; A/56/44, par. 46 f) (Comité contre la torture, 2001).

<sup>116</sup> E/CN.4/2005/6/Add.3.

<sup>117</sup> A/HRC/20/8.

<sup>118</sup> Voir, par exemple, E/CN.4/2005/6/Add.3, par. 56 (élection présidentielle de 2001) et par. 62 (élections législatives de 2004).

<sup>119</sup> A/HRC/46/5/Add.1, 138.112, 138.125 à 138.140, 138.196, 138.198 et 138.199 ; par. 38 (138.176) (2020).

<sup>120</sup> A/HRC/15/16/Add.1, par. 59 (98.21).

<sup>121</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 16 (2011) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 29 et 30 (2018) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 50 et 51 (2018) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 29 et 30 (2018).

<sup>122</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 4.

56. Dans le cadre de l'Examen périodique universel, le Bélarus a toujours exprimé l'intention de lutter contre la torture. En 2010, il a accepté les recommandations de respecter l'interdiction de la torture, notamment en veillant à ce que les aveux ou renseignements obtenus par des mauvais traitements ne soient pas retenus comme éléments de preuve dans des procès<sup>123</sup>, d'améliorer les conditions de vie dans les prisons et les centres de détention provisoire<sup>124</sup>, et de veiller à ce que tous les détenus aient accès à un avocat et puissent rencontrer leurs proches<sup>125</sup>. Il a déclaré « en cours de mise en œuvre » la recommandation de mener des enquêtes rapides, impartiales et complètes sur toutes les allégations de mauvais traitements sur des personnes détenues<sup>126</sup>. En 2015, il a accepté les recommandations concernant la lutte contre l'impunité pour les mauvais traitements infligés dans les centres de détention<sup>127</sup>. En 2020, il a déclaré « déjà mise en œuvre » la recommandation de traiter tous les détenus conformément au droit international des droits de l'homme<sup>128</sup>, ainsi que celles de surveiller davantage les lieux de détention, de veiller à l'impartialité et à l'indépendance des enquêtes sur les allégations de torture et de mauvais traitements<sup>129</sup>, d'améliorer l'accès aux soins de santé et la qualité de ces soins pour les prisonniers, et d'augmenter les effectifs médicaux dans les lieux de détention<sup>130</sup>.

57. Malgré cela, selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, depuis 2020, des milliers de Bélarussiens subissent des peines ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants dans des lieux de détention<sup>131</sup>. Toutefois, des mauvais traitements systématiques ont été infligés en détention bien avant 2020. Dès 1997, le Comité des droits de l'homme a exprimé des préoccupations quant aux conditions de détention dans les prisons, liées, en particulier, au surpeuplement et à l'existence de « cellules de punition »<sup>132</sup>. En 2001, le Comité contre la torture a appelé l'attention sur « le surpeuplement, l'insuffisance de la nourriture et l'absence de services d'hygiène élémentaire et de soins médicaux satisfaisants » dans les prisons et les centres de détention provisoire<sup>133</sup>. En 2004, le Groupe de travail sur la détention arbitraire s'est dit préoccupé par les conditions de détention dans les lieux de détention provisoire et dans les lieux de détention administrés par le Comité de sûreté de l'État<sup>134</sup>. En 2006, le Rapporteur spécial sur la torture a dénoncé des mauvais traitements dans plusieurs centres de détention provisoire et établissements pénitentiaires, notant une surpopulation extrême, la détention de personnes en bonne santé et de personnes malades dans les mêmes cellules, et le manque d'aération et d'accès à des installations sanitaires et à des soins médicaux<sup>135</sup>. Ces préoccupations et d'autres, suscitées notamment par des décès survenus en détention par manque de soins médicaux, ont été élevées de nouveau par le Comité contre la torture en 2011 et 2018<sup>136</sup>, et par le Comité des droits de l'homme<sup>137</sup>. Selon des allégations crédibles parvenues à la

<sup>123</sup> [A/HRC/15/16](#), par. 97.28.

<sup>124</sup> *Ibid.*, par. 97.30.

<sup>125</sup> *Ibid.*, par. 97.31.

<sup>126</sup> [A/HRC/15/16/Add.1](#), par. 60 à 63 (98.22) (2010).

<sup>127</sup> [A/HRC/30/3](#), par. 127.52 ; [A/HRC/30/3/Add.1](#), 129.52, 129.67 et 129.89.

<sup>128</sup> [A/HRC/46/5/Add.1](#), par. 6 (138.11).

<sup>129</sup> *Ibid.*, par. 4 (138.102).

<sup>130</sup> *Ibid.*, par. 20 (138.228).

<sup>131</sup> [A/HRC/55/61](#), par. 22.

<sup>132</sup> [CCPR/C/79/Add.86](#), par. 11.

<sup>133</sup> [A/56/44](#), par. 45 h).

<sup>134</sup> [E/CN.4/2005/6/Add.3](#), par. 48 à 57.

<sup>135</sup> [A/HRC/4/33/Add.1](#), par. 16.

<sup>136</sup> [CAT/C/BLR/CO/4](#), par. 18 et 19 (2011) ; [CAT/C/BLR/CO/5](#), par. 9 (2018).

<sup>137</sup> [CCPR/C/BLR/CO/5](#), par. 35.

Rapporteuse spéciale, aucun des problèmes susmentionnés n'a été réglé, ce qui, dans des cas extrêmes, a causé des décès en détention<sup>138</sup>.

58. Un des principaux obstacles à l'élimination des mauvais traitements en détention est l'absence de mécanisme de contrôle indépendant<sup>139</sup>. Le Bélarus n'a pas tenu compte des recommandations de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (qui prévoit la mise en place d'un mécanisme national de prévention et d'une supervision internationale des lieux de détention) ou d'y adhérer<sup>140</sup>. Dans le cadre de l'Examen périodique universel de 2020, il a indiqué que la recommandation de surveiller davantage les lieux de détention avait déjà été mise en œuvre<sup>141</sup>. Les autres problèmes chroniques constatés tiennent à l'absence de garanties juridiques fondamentales dès le moment de l'arrestation<sup>142</sup>, notamment l'absence de contrôle juridictionnel effectif de la détention<sup>143</sup> et la restriction de l'accès des personnes détenues à un avocat<sup>144</sup>.

## G. Libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association

59. La répression de la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association au Bélarus est un problème systémique qui dure depuis longtemps. Dès 2004, le Groupe de travail sur la détention arbitraire a reçu des informations détaillées sur les cas de personnes qui, dans l'exercice de leurs droits de réunion et de manifestation, de leur liberté d'opinion et d'expression ou de leur droit de diffuser des informations de manière pacifique, ont été arrêtées et détenues pendant de courtes périodes et accusées d'infractions administratives<sup>145</sup>. Le Comité des droits de l'homme a adopté de nombreuses constatations concernant des cas de violation par le Bélarus des articles 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Selon le Secrétaire général, les atteintes à la liberté d'expression et de réunion, telles que la dissolution d'organisations de la société civile, y compris des partenaires de longue date de l'Organisation, empêchent les acteurs de la société civile d'échanger des informations avec cette dernière<sup>146</sup>.

60. Le Bélarus a toujours déclaré veiller à la garantie des droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association pour tous, y compris les médias, les défenseurs et défenseuses des droits humains, les partis politiques, les organisations de la société civile et les syndicats. Il a fait de telles déclarations dans le cadre de l'Examen périodique universel de 2010<sup>147</sup>, de 2015<sup>148</sup> et de 2020<sup>149</sup>. Cependant, il a considéré comme « déjà mises en œuvre » de nombreuses recommandations sur ces libertés formulées dans des termes généraux, tout en ne

<sup>138</sup> A/HRC/56/65, par. 31 à 45 (2024). Voir aussi, notamment, A/HRC/23/52, par. 50 à 55 et 119 i) (2013) ; A/68/276, par. 99 à 105 et 118 i) (2013) ; A/HRC/26/44, par. 39 à 43 et 139 j) (2014) ; A/HRC/41/52, par. 24 à 29 et 95 b) (2019) ; A/HRC/53/53, par. 99 à 104 et 111 j) (2023).

<sup>139</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 11 (1997) ; A/56/44, par. 46 e) (2001) ; CAT/C/BLR/CO/4, par. 13 (2011) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 7, 33 et 34 (2018) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 35 et 36 (2018).

<sup>140</sup> A/HRC/15/16/Add.1, par. 6 et 7 (98.4) (2010) ; A/HRC/46/5/Add.1, 138.110, 138.14 et 138.15 (2020).

<sup>141</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 4 (138.102) (2020).

<sup>142</sup> CAT/C/BLR/CO/5, par. 7 (2018).

<sup>143</sup> CCPR/C/BLR/CO/5, par. 31 et 32 (2018).

<sup>144</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 6 (2011).

<sup>145</sup> E/CN.4/2005/6/Add.3, par. 58.

<sup>146</sup> A/HRC/51/47, annexe I, par. 13.

<sup>147</sup> A/HRC/15/16, par. 97.39 ; A/HRC/15/16/Add.1, par. 76 à 92 (98.27 à 98.31 et 98.35).

<sup>148</sup> A/HRC/30/3/Add.1, par. 129.60 à 129.63, 129.67, 129.69, 129.70, 129.75 et 129.79.

<sup>149</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 7 (138.141 à 138.146, 138.147, 138.148, 138.151, 138.157, 138.159, 138.162, 138.167, 138.172, 138.175, 138.176, 138.181 et 138.182).

souscrivant pas à des recommandations plus spécifiques, comme celles portant sur certaines modifications de la législation ou mesures administratives.

## 1. Liberté d'expression

61. En 1997, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a signalé qu'il était de plus en plus difficile pour une presse et des médias libres d'exercer leur activité au Bélarus, ceux-ci étant utilisés à des fins de propagande<sup>150</sup>. En 2015, l'ancien Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus a conclu que le système de gouvernance des organes d'information avait paralysé l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'information et que le pluralisme des médias n'existait pas<sup>151</sup>.

62. En 2010, le Bélarus n'a pas souscrit aux recommandations formulées à l'occasion de l'Examen périodique universel et tendant à ce qu'il révisé sa législation nationale de façon à garantir la pleine mise en œuvre de la liberté d'expression et facilite l'enregistrement des médias indépendants. Il s'est prévalu de sa loi sur les médias de 2009 qui, selon lui, est compatible avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>152</sup>. En 2015 et en 2020, il n'a pas souscrit aux recommandations relatives à la modification de cette loi<sup>153</sup>, bien que le Comité des droits de l'homme ait souligné l'incompatibilité de ce texte avec l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>154</sup>.

63. Le Bélarus n'a pas non plus souscrit aux recommandations qui lui étaient faites dans le cadre de l'Examen périodique universel de supprimer les conditions d'accréditation des journalistes<sup>155</sup>, mettre fin au harcèlement et aux détentions arbitraires de journalistes et d'autres professionnels des médias<sup>156</sup> et de renforcer la législation pour améliorer la liberté de la presse et assurer la sécurité des journalistes<sup>157</sup>. Il a rejeté les recommandations formulées par le Comité contre la torture concernant la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains et des journalistes contre l'intimidation ou la violence<sup>158</sup>.

64. Le Bélarus n'a pas souscrit aux recommandations issues de l'Examen périodique universel concernant la levée des restrictions imposées à la liberté d'expression sur Internet<sup>159</sup>. Dans son rapport de 2012, la Haute-Commissaire aux droits de l'homme lui a demandé de veiller à ce que les mesures de contrôle de l'Internet soient réduites au minimum<sup>160</sup>. Prenant le contrepied de cette demande, il a restreint plus encore la liberté d'expression dans l'espace numérique, notamment en procédant dernièrement (le 4 avril 2024) à une vaste saisie de noms de domaine de médias indépendants appartenant à des entités déclarées « extrémistes »<sup>161</sup>.

65. Parmi les autres recommandations touchant la liberté d'expression auxquelles le Bélarus n'a pas souscrit figurent celles de réformer la législation sur la liberté

<sup>150</sup> E/CN.4/1998/40/Add.1, par. 28 et 52.

<sup>151</sup> A/70/313.

<sup>152</sup> A/HRC/15/16/Add.1, par. 28 à 30 (98.12).

<sup>153</sup> A/HRC/30/3/Add.1, par. 129.57 à 129.59 (2015) ; A/HRC/46/5/Add.1, 138.150, 138.169 et 138.173 (2020).

<sup>154</sup> CCPR/C/BLR/CO/5, par. 49 et 50 (2018) ; CCPR/C/135/D/2848/2016 (2022).

<sup>155</sup> A/HRC/30/3/Add.1, par. 129.65 (2015).

<sup>156</sup> Ibid., 129.85 (2015) ; A/HRC/46/5/Add.1, 138.156, 138.164 et 138.171 (2020).

<sup>157</sup> A/HRC/46/5/Add.1, 138.166 (2020).

<sup>158</sup> CAT/C/BLR/CO/4/Add.1, par. 6.

<sup>159</sup> A/HRC/30/3/Add.1, par. 129.56 (2015) ; A/HRC/46/5/Add.1, 138.149, 138.155, 138.161 et 138.168 (2020).

<sup>160</sup> A/HRC/20/8, par. 75 h) (2012).

<sup>161</sup> <https://baj.media.ru/v-belarusi-annulirujut-domeny-jekstremistskih-resursov/> (en russe).

d'information<sup>162</sup>, de dépénaliser la diffamation<sup>163</sup>, de modifier la législation sur la lutte contre l'extrémisme de façon qu'elle ne limite pas de manière disproportionnée la liberté d'expression<sup>164</sup>, et de cesser de harceler et d'intimider tous ceux qui critiquent le Gouvernement et de sanctionner leurs activités<sup>165</sup>.

66. Le Comité des droits de l'homme a constaté des violations de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dans plusieurs dossiers de plaintes émanant de particuliers et portant par exemple sur la condamnation à une sanction administrative pour distribution de tracts<sup>166</sup>, le refus d'accréditer une journaliste<sup>167</sup>, la condamnation pour diffamation à la suite de critiques visant des responsables publics<sup>168</sup>, la condamnation à une sanction administrative pour possession d'ouvrages à contenu politique<sup>169</sup> ou pour distribution de journaux<sup>170</sup>.

## 2. Liberté de réunion pacifique

67. Le Bélarus choisit systématiquement de ne pas souscrire aux recommandations relatives à la modification de sa loi sur les manifestations publiques, prétendant qu'elle est conforme au Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>171</sup>. Il refuse également d'appliquer les recommandations portant sur la garantie du droit à la liberté de réunion pacifique des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes<sup>172</sup>.

68. En 1997, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a conclu, à la suite de sa visite au Bélarus, que la législation bélarussienne était incompatible avec le droit à la liberté de réunion pacifique<sup>173</sup>. Pendant plus d'une décennie, le Comité des droits de l'homme a constaté à maintes reprises des violations des articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dans des dossiers où des personnes étaient condamnées à des sanctions administratives pour avoir appelé à participer ou participé à des rassemblements ou démonstrations pacifiques. Depuis 1996<sup>174</sup>, il demande au Bélarus de revoir sa loi sur les manifestations publiques et de mettre l'application de celle-ci en conformité avec les articles 19 et 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>175</sup>. En 2023, il a déploré que les modifications apportées à la législation aient encore restreint les réunions et rassemblements<sup>176</sup>.

69. Lors du dernier Examen périodique universel le concernant, en 2020, le Bélarus a rejeté toutes les recommandations relatives à la cessation de la répression contre les

<sup>162</sup> [A/HRC/30/3/Add.1](#), par. 129.68 (2015).

<sup>163</sup> Ibid., par. 129.64 et 129.85 (2015) ; [A/HRC/46/5/Add.1](#), 138.169 (2020).

<sup>164</sup> [A/HRC/46/5/Add.1](#), 138.169 (2020).

<sup>165</sup> Ibid., 138.158 (2020).

<sup>166</sup> [CCPR/C/101/D/1604/2007](#).

<sup>167</sup> [CCPR/C/111/D/1985/2010](#).

<sup>168</sup> [CCPR/C/111/D/1986/2010](#).

<sup>169</sup> [CCPR/C/111/D/1991/2010](#).

<sup>170</sup> [CCPR/C/115/D/1996/2010](#).

<sup>171</sup> [A/HRC/15/16/Add.1](#), par. 22 (98.9), 27 (98.11), et 97 et 98 (98.34) (2010) ; [A/HRC/30/3/Add.1](#), 129.64, 129.91, 129.92 et 129.93 (2015).

<sup>172</sup> [A/HRC/46/5/Add.1](#), 138.177 (2020).

<sup>173</sup> [E/CN.4/1998/40/Add.1](#), par. 71.

<sup>174</sup> [CCPR/C/79/Add.86](#), par. 18 (1997).

<sup>175</sup> [CCPR/C/107/D/1785/2008](#) (2013) ; [CCPR/C/111/D/1934/2010](#) (2014) ; [CCPR/C/114/D/1969/2010](#) (2015) ; [CCPR/C/116/D/2092/2011](#) (2016) ; [CCPR/C/120/D/2142/2012](#) (2017) ; [CCPR/C/122/D/2190/2012](#) (2018) ; [CCPR/C/127/D/2724/2016](#) (2019) ; [CCPR/C/128/D/2391/2014](#) (2020) ; [CCPR/C/133/D/2708/2015](#) (2021).

<sup>176</sup> [CCPR/C/137/2/Add.1](#) (2023).

manifestants pacifiques, à la libération des personnes détenues arbitrairement<sup>177</sup> et à l'adoption de mesures permettant l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique<sup>178</sup>.

### 3. Liberté d'association

70. Au fil des ans, le droit à la liberté d'association a été pratiquement anéanti au Bélarus<sup>179</sup>. Pourtant, l'exercice de cette liberté a toujours suscité de vives inquiétudes. L'OIT engage vainement le pays à garantir la liberté d'association des syndicats depuis le début des années 2000 (voir partie I). Depuis 1996, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels ne cesse d'exprimer des préoccupations quant aux restrictions légales imposées à la liberté d'association des syndicats<sup>180</sup>. On peut également citer comme exemple la dissolution, en 2003, du Centre des droits de l'homme appelé « Viasna » et le refus ultérieur des autorités de le réenregistrer malgré la constatation par le Comité des droits de l'homme d'une violation de l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>181</sup> et les préoccupations exprimées par le Comité contre la torture<sup>182</sup> et des titulaires de mandat relevant des procédures spéciales<sup>183</sup>.

71. Des progrès limités ont été accomplis en 2019, lorsque, comme suite à une recommandation réitérée dans le cadre de l'Examen périodique universel<sup>184</sup> et par divers organes et mécanismes<sup>185</sup>, le Bélarus a abrogé l'article 193-1 de son code pénal, qui incriminait la création d'associations non enregistrées et l'appartenance à de telles associations. Contrairement à ce qui était recommandé, cependant, le pays a fait de ces actes non plus une infraction pénale mais une infraction administrative, en conséquence de quoi il lui a été recommandé d'abroger également la disposition en question<sup>186</sup>. En 2022, il a réintroduit l'article 193-1 dans son code pénal, anéantissant ce qui avait été obtenu précédemment.

72. Sur certaines questions, le Bélarus a pris des mesures contraires à celles qui étaient recommandées. Ainsi, pendant des années, les organes conventionnels lui ont recommandé de faciliter l'enregistrement des ONG<sup>187</sup>. Dans le cadre de l'Examen périodique universel, il a d'abord rejeté ces recommandations<sup>188</sup>, puis les a déclarées déjà mises en œuvre<sup>189</sup>. Aujourd'hui, les procédures d'enregistrement sont plus restrictives que jamais<sup>190</sup>. Par exemple, contrairement aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes<sup>191</sup>, au lieu de supprimer l'obligation faite aux associations, dans la loi n° 251-Z du 14 février 2023, de disposer d'une adresse légale, le pays a obligé les associations publiques

<sup>177</sup> [A/HRC/46/5/Add.1](#), 138.105 à 138.108, 138.114, 138.125, 138.133, 138.139, 138.170, 138.180 et 138.196.

<sup>178</sup> [A/HRC/46/5/Add.1](#), 138.170 (2020).

<sup>179</sup> [A/HRC/56/65](#).

<sup>180</sup> [E/C.12/1/Add.7/Rev.1](#), par. 17 et 22 (1996) ; [E/C.12/BLR/CO/4-6](#), par. 17 (2013) ; [E/C.12/BLR/CO/7](#), par. 27 et 28 (2022).

<sup>181</sup> [CCPR/C/90/D/1296/2004](#) ; [CCPR/C/112/D/2165/2012](#).

<sup>182</sup> [CAT/C/BLR/CO/4](#), par. 25 (2011).

<sup>183</sup> Voir, par exemple, [A/HRC/17/27/Add.1](#), par. 331.

<sup>184</sup> [A/HRC/15/16](#), 98.9 (2010).

<sup>185</sup> [CEDAW/C/BLR/CO/7](#), par. 28 a) (2011) ; [CCPR/C/BLR/CO/5](#), par. 55 (2018) ;

[CRC/C/BLR/CO/3-4](#), par. 23 et 24 (2011) ; [CAT/C/BLR/CO/5](#), par. 47 (2018) ; Comité contre la torture, lettre de suivi du 6 avril 2021.

<sup>186</sup> [CRC/C/BLR/CO/5-6](#), par. 12 (2020).

<sup>187</sup> [CCPR/C/79/Add.86](#), par. 19 (1997) ; [CRC/C/15/Add.180](#), par. 23 b) (2002) ; [CRC/C/BLR/CO/3-4](#), par. 7 et 24 (2011) ; [CCPR/C/BLR/CO/5](#), par. 54 et 55 (2018).

<sup>188</sup> [A/HRC/15/16/Add.1](#), par. 23 à 26 (98.10) (2010).

<sup>189</sup> [A/HRC/30/3/Add.1](#), 129.66 et 129.87 (2015) ; [A/HRC/46/5/Add.1](#), par. 20 (138.184) (2020).

<sup>190</sup> [A/HRC/56/65](#).

<sup>191</sup> [CEDAW/C/BLR/CO/7](#), par. 28 b) (2011).

« républicaines » à avoir des antennes dans toutes les régions et dans la ville de Minsk, chacune devant être enregistrée à adresse légale distincte.

## H. Droit de prendre part à la direction des affaires publiques

73. L'interdiction des rassemblements publics, la censure, les arrestations arbitraires et les condamnations iniques sont des moyens bien rodés d'éliminer les opposants politiques de la course électorale. Par conséquent, le Bélarus viole systématiquement le droit de prendre part à la direction des affaires publiques, de voter et d'être élu au cours d'élections périodiques honnêtes consacré par l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

74. Dès 2013, le prédécesseur de la Rapporteuse spéciale avait observé que les droits de voter et d'être élu au cours d'élections périodiques honnêtes n'étaient pas garantis au Bélarus et que, depuis 2004, ce pays était le seul État d'Europe dont le parlement était dépourvu d'opposition<sup>192</sup>. En 2019, l'actuelle titulaire du mandat a publié un rapport dans lequel elle présentait les conditions structurelles empêchant la tenue d'élections conformes aux normes internationales en matière de droits humains<sup>193</sup>. Elle a fait de nombreuses recommandations visant à remédier aux violations des droits électoraux, notamment par la modification du droit électoral – en vain, malheureusement<sup>194</sup>.

75. Les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales, les organes conventionnels et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont fait état d'un grand nombre de cas de violations des droits humains dont le but était de réprimer l'opposition politique. Le Comité des droits de l'homme a constaté la violation de l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans le cadre de l'élection présidentielle de 2001 (refus d'enregistrer un candidat et absence de recours indépendant et impartial auprès duquel contester cette décision)<sup>195</sup>, des élections législatives de 2004 (refus d'enregistrer un candidat<sup>196</sup> et refus du droit de se présenter aux élections à la Chambre des représentants<sup>197</sup>), de l'élection présidentielle de 2006 (saisie des tracts électoraux d'un candidat et condamnation à une sanction administrative d'un membre de l'équipe de campagne de celui-ci)<sup>198</sup>, et des élections locales de 2007 (restriction de la tenue d'une réunion avec des électeurs potentiels dans un lieu situé hors du centre-ville)<sup>199</sup>. Il a constaté des violations d'autres dispositions du Pacte à l'occasion des élections locales de 2007<sup>200</sup>, de l'élection présidentielle de 2010<sup>201</sup>, des élections législatives de 2012<sup>202</sup>, de l'élection présidentielle de 2015<sup>203</sup> et de l'élection présidentielle de 2020<sup>204</sup>.

<sup>192</sup> [A/68/276](#), par. 115 et 116.

<sup>193</sup> [A/74/196](#).

<sup>194</sup> [A/68/276](#), par. 118 a) à c) (2013) ; [A/HRC/29/43](#), par. 131 d) (2015) ; [A/70/313](#), par. 109 j) (2015) ; [A/HRC/32/48](#), par. 139 i) (2016) ; [A/71/394](#), par. 111 a) et b) (2016) ; [A/HRC/38/51](#), par. 114 k) (2018) ; [A/74/196](#), par. 81 d) et i) (2019) ; [A/HRC/47/49](#), par. 101 g) (2021).

<sup>195</sup> [CCPR/C/88/D/1047/2002](#).

<sup>196</sup> [CCPR/C/100/D/1354/2005](#).

<sup>197</sup> [CCPR/C/97/D/1392/2005](#).

<sup>198</sup> [CCPR/C/95/D/1553/2007](#).

<sup>199</sup> [CCPR/C/113/D/1992/2010](#).

<sup>200</sup> [CCPR/C/114/D/1902/2009](#).

<sup>201</sup> [CCPR/C/118/D/2139/2012](#) ; [CCPR/C/133/D/2619/2015](#) ; [CCPR/C/126/D/2383/2014](#) ; [CCPR/C/122/D/2212/2012](#) ; [CCPR/C/132/D/2862/2016](#) ; [CCPR/C/112/D/2114/2011](#) ; [CCPR/C/117/D/2101/2011](#) ; [CCPR/C/117/D/2108/2011-CCPR/C/117/D/2109/2011](#).

<sup>202</sup> [CCPR/C/123/D/2236/2013](#).

<sup>203</sup> [CCPR/C/136/D/2961/2017](#) ; [CCPR/C/136/D/2909/2016-2910/2016](#) ; [CCPR/C/136/D/2915/2016](#).

<sup>204</sup> [CCPR/C/139/D/3788/2020](#).



76. Dans le cadre de l'Examen périodique universel, le Bélarus a d'abord refusé de souscrire aux recommandations relatives à la réforme de sa législation électorale (en 2010)<sup>205</sup>, avant de les déclarer « déjà mises en œuvre » (en 2015)<sup>206</sup>. En 2020, il a déclaré déjà mises en œuvre les recommandations relatives à l'organisation d'élections libres et régulières en la présence d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)<sup>207</sup>. Or, ces derniers n'ont pas été invités en temps voulu et n'ont pas pu observer les élections. Le Bélarus a rejeté les recommandations visant à la modification de son code électorale compte tenu des recommandations du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE<sup>208</sup>.

77. La seule évolution positive en matière d'exercice du droit de participer aux affaires publiques a été l'octroi du droit de vote aux personnes se trouvant en détention provisoire. Cependant, par la même loi (loi n° 252-Z du 16 février 2023), le pays a mis fin à l'organisation de scrutins dans les consulats pour les Bélarussiens résidant à l'étranger et a introduit l'obligation, pour les candidats à la présidence, d'avoir vécu au Bélarus pendant 20 ans immédiatement avant la tenue de l'élection et de ne pas posséder ou avoir possédé une nationalité étrangère, une carte de résident à l'étranger ou « un autre document délivré par un État étranger donnant droit à des prestations ou à d'autres avantages ». Il a donc exclu des processus électoraux tous ses nationaux résidant à l'étranger. En outre, la loi continue d'empêcher de voter les personnes purgeant des peines de prison.

## I. Violence à l'égard des femmes

78. Dans le rapport qu'elle a présenté en 2021 à l'Assemblée générale, la Rapporteuse spéciale a donné acte des efforts faits par le Gouvernement pour promouvoir les droits fondamentaux des femmes au niveau des politiques, mais a déploré que ces efforts se traduisent rarement par des progrès réels en matière de protection des droits des femmes et des filles<sup>209</sup>.

79. Lors des deux premiers cycles de l'Examen périodique universel le concernant, en 2010 et en 2015, le Bélarus a accepté les recommandations portant sur la lutte contre la violence domestique<sup>210</sup> et a effectivement fait progresser les choses à cet égard. En 1997, le Comité des droits de l'homme a pris note des mesures qui avaient été prises pour améliorer la situation des femmes sur le marché du travail et s'est félicité de la création d'un centre de crise pour les femmes<sup>211</sup>. En 2014, le pays a adopté une loi sur la prévention de la violence domestique (loi n° 122-Z du 4 janvier 2014), se conformant aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes<sup>212</sup> et recueillant l'approbation du Comité des droits de l'homme<sup>213</sup>.

80. Sur certains points, toutefois, les autorités bélarussiennes n'ont pas appliqué toutes les mesures recommandées ou ont franchement refusé de mettre en œuvre les

<sup>205</sup> A/HRC/15/16/Add.1, par. 104 à 107 (98.37).

<sup>206</sup> A/HRC/30/3/Add.1, 129.94.

<sup>207</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 20 (138.212).

<sup>208</sup> Ibid., 138.213 à 138.2015.

<sup>209</sup> A/76/145, par. 5.

<sup>210</sup> A/HRC/15/16, par. 97.24 (2010) ; A/HRC/30/3, par. 127.54 à 127.61 (2015).

<sup>211</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 5 (1997).

<sup>212</sup> Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, lettre de suivi du 10 septembre 2014, disponible à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

<sup>213</sup> CCPR/C/BLR/CO/5, par. 23 (2018).



recommandations qui leur avaient été faites. Ainsi, en 2018, le Ministère de l'intérieur a publié une note sur une loi « relative à la lutte contre la violence domestique » qui a été saluée par la société civile. Cependant, le Président ayant émis des critiques, l'initiative a été abandonnée<sup>214</sup>. Le Bélarus refuse de mettre en œuvre la recommandation d'ériger en infractions pénales la violence domestique et le viol conjugal, formulée de longue date et répétée par les organes conventionnels<sup>215</sup> et lors de l'Examen périodique universel<sup>216</sup>, considérant que cette pénalisation constituerait une discrimination à l'égard d'autres victimes de violences sexuelles<sup>217</sup>, déjà punissables par la loi pénale<sup>218</sup>. Dans le cadre de l'Examen périodique universel de 2020, il a déclaré « déjà mises en œuvre » de nombreuses recommandations sur la violence domestique, y compris celle de l'ériger en infraction pénale<sup>219</sup>. Les associations de défense des droits des femmes affirment cependant le contraire.

81. L'absence de progrès en ce qui concerne les conditions de détention des femmes dans les centres de détention provisoire, les prisons et les colonies pénitentiaires est particulièrement alarmante. Des recommandations ont été formulées à ce sujet par les organes conventionnels<sup>220</sup>, et des préoccupations ont été exprimées par les rapporteurs spéciaux et d'autres titulaires de mandats relevant des procédures spéciales<sup>221</sup>.

82. Dans deux cas sur trois, les constatations faites par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en réponse à des communications présentées par des particuliers contre le Bélarus portent sur des mauvais traitements subis par des femmes en détention. Des constatations adoptées à 15 ans d'intervalle dans deux affaires similaires concernant des mauvais traitements infligés à des femmes condamnées à des peines de détention administrative<sup>222</sup> montrent que l'État n'a pris aucune des mesures recommandées par le Comité pour éviter que les violations ne se reproduisent. Dans une lettre de suivi datée du 9 septembre 2019<sup>223</sup>, celui-ci a fait observer que sa recommandation de 2016 visant à garantir aux femmes détenues des conditions de vie et de travail décentes, des mécanismes de surveillance et des procédures de plainte claires n'avait été que partiellement mise en œuvre.

83. Selon les renseignements disponibles, le Bélarus n'a rien fait pour améliorer les conditions de détention des femmes depuis 2018. Au contraire, il y a de plus en plus d'informations attestant que la violence de genre est systématique dans les lieux de détention depuis 2020, sur le fait que les prisonnières politiques sont privées de serviettes hygiéniques et d'eau pour se laver, sur la violation du respect de l'intimité des prisonnières, et sur l'absence de mécanismes de plainte efficaces.

<sup>214</sup> Voir <https://news.zerkalo.io/life/41455.html> (en russe).

<sup>215</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 22 (2011) ; CEDAW/C/BLR/CO/7, par. 20 c) (2011) ; E/C.12/BLR/CO/4-6, par. 19 (2013) ; Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, lettre de suivi du 10 septembre 2014, (disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>) ; CEDAW/C/BLR/CO/8, par. 22 a) et 23 a) (2016) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 37 à 39 (2018) ; Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, lettre de suivi du 9 septembre 2019, (disponible à l'adresse <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 23 et 24 (2018).

<sup>216</sup> A/HRC/46/5/Add.1, 138.245 (2020).

<sup>217</sup> CCPR/C/BLR/5, par. 115 (2017).

<sup>218</sup> CEDAW/C/BLR/CO/8/Add.1, par. 1 à 5.

<sup>219</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 20 (138.242 et 138.246 à 138.248), 21 (138.249 à 138.251) et 26 (138.20).

<sup>220</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 20 (2011) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 25 et 26 (2018).

<sup>221</sup> Voir communications BLR 8/2022, BLR 3/2023, BLR 10/2023, BLR 11/2023, BLR 12/2023 et BLR 13/2023, disponibles à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

<sup>222</sup> CEDAW/C/49/D/23/2009 ; CEDAW/C/87/D/157/2020.

<sup>223</sup> CEDAW/C/BLR/CO/8, par. 45 (2016).

## J. Impunité des violations graves des droits humains

84. L'impunité des violations graves des droits humains telles que la torture, la privation arbitraire de liberté et les disparitions forcées est un fléau persistant. Malgré les recommandations des Rapporteurs spéciaux<sup>224</sup> et des organes conventionnels<sup>225</sup>, le Bélarus n'a pas mené d'enquête approfondie et efficace sur la disparition de trois opposants politiques et d'un journaliste à la fin des années 1990. Il a expressément rejeté la recommandation d'enquêter sur ces affaires que lui a faite le Comité contre la torture<sup>226</sup>. Une enquête préliminaire aurait repris en 2019 mais aurait été de nouveau suspendue en 2020.

85. En 1997, le Comité des droits de l'homme a exprimé des préoccupations au sujet de nombreuses allégations de mauvais traitements infligés par des membres des forces de l'ordre. Il a noté que les enquêtes n'étaient pas menées par un mécanisme indépendant et qu'elles aboutissaient rarement à des poursuites et à des condamnations<sup>227</sup>.

86. En 2001, le Comité contre la torture a appelé l'attention sur des « allégations nombreuses et persistantes de cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants » imputables à des agents de l'État partie ou commis avec leur consentement et dont étaient victimes en particulier des opposants politiques et des manifestants pacifiques. Il a également relevé « que des fonctionnaires s'abst[enaient] systématiquement de procéder immédiatement à des enquêtes impartiales et approfondies sur les nombreuses allégations de torture signalées aux autorités, ainsi que le défaut de poursuites à l'encontre des auteurs présumés de tels actes »<sup>228</sup>.

87. Dans le cadre de l'Examen périodique universel de 2010, le Bélarus n'a pas souscrit aux recommandations de relever de leurs fonctions tous les agents impliqués dans des affaires de disparitions forcées, d'exécution extrajudiciaire ou de torture, de veiller à l'impartialité des enquêtes et de traduire les auteurs de tels actes en justice. Il a déclaré ne disposer d'aucune information sur la participation d'un organe de l'État à de tels actes illicites<sup>229</sup>. En même temps, il a déclaré « déjà mises en œuvre » les recommandations d'enquêter sur toutes les violations commises contre des défenseurs des droits humains, des journalistes, des étudiants et des militants politiques<sup>230</sup>.

88. En 2011, le Comité contre la torture a fait observer qu'en dix ans, seuls quatre membres des forces de l'ordre avaient été poursuivis, et ce, pour des chefs de moindre gravité que la torture<sup>231</sup>. Le Bélarus a rejeté les recommandations que celui-ci lui avait faites d'enquêter sur les allégations de mauvais traitements infligés par des membres des forces de l'ordre, des forces armées et du personnel pénitentiaire, et de punir les auteurs de tels actes<sup>232</sup>.

89. Dans le cadre de l'Examen périodique universel de 2015, le Bélarus a accepté les recommandations de remédier à l'impunité des actes de torture et autres mauvais traitements, en particulier ceux commis dans les centres de détention<sup>233</sup>. Cependant,

<sup>224</sup> A/HRC/23/52, par. 119 g) (2013) ; A/HRC/26/44, par. 139 h) (2014) ; A/HRC/44/55, par. 88 i) (2020).

<sup>225</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 9 (2011) ; CCPR/C/104/D/1820/2008 (2012) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 35 et 36 (2018) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 26 (2018) ; CCPR/C/119/D/2586/2015 (2017).

<sup>226</sup> CAT/C/BLR/CO/4/Add.1, par. 6.

<sup>227</sup> CCPR/C/79/Add.86, par. 9.

<sup>228</sup> A/56/44, par. 45 c) et e).

<sup>229</sup> A/HRC/15/16/Add.1, par. 53 à 56 (98.19) et 64 (98.23) (2010).

<sup>230</sup> Ibid., par. 93 et 94 (98.32) (2010).

<sup>231</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 11 d) (2011).

<sup>232</sup> CAT/C/BLR/CO/4/Add.1, par. 6 (2011).

<sup>233</sup> A/HRC/30/3, par. 127.51 et 127.52 ; A/HRC/30/3/Add.1, 129.52, 129.67 et 129.89.

en 2018, il n'a pas communiqué les exemples d'affaires où des fonctionnaires accusés d'actes de torture avaient été relevés de leurs fonctions dans l'attente d'une enquête que lui demandait le Comité contre la torture. Il a été indiqué que, de 2012 à 2015, sur les 614 plaintes pour actes constitutifs de torture et de mauvais traitements reçues par le comité d'enquête et d'autres autorités du pays, 10 seulement avaient été suivies d'une enquête pénale et aucune procédure n'avait abouti à une condamnation<sup>234</sup>.

90. Le Bélarus n'a pas donné suite aux recommandations faites par les organes conventionnels de mettre fin à l'impunité des mauvais traitements infligés à des membres de l'opposition politique et à des manifestants pacifiques dans le cadre des élections présidentielles de 2010<sup>235</sup> et de 2016<sup>236</sup>. Il n'a pas communiqué à ces organes de renseignements relatifs aux enquêtes menées sur les cas d'emploi excessif de la force, de détention arbitraire, de torture et d'autres mauvais traitements par des membres des forces de l'ordre lors des grands mouvements de protestation qui ont eu lieu en 2020-2021<sup>237</sup>, bien que les autorités nationales chargées des enquêtes aient reconnu avoir été saisies de plus de 5 000 plaintes concernant des actes illicites commis par des membres de ces forces pendant les deux années qui ont suivi l'élection de 2020. Aucune action pénale n'a été engagée<sup>238</sup>.

91. Compte tenu de ce qui précède, il semble que les affirmations du Gouvernement biélorussien soient infondées lorsqu'il déclare « déjà mises en œuvre » les recommandations d'enquêter sur les cas présumés de torture et autres mauvais traitements, comme il l'a fait lors de l'Examen périodique universel de 2020<sup>239</sup> alors qu'aucun auteur présumé de faits de torture et de violence disproportionnée n'a été tenu de rendre compte de ses actes. L'acceptation ou le rejet des recommandations ne semble pas cohérent pour ce qui est des recommandations de mettre fin à l'impunité des violations des droits humains commises à l'encontre des manifestants pacifiques dans le contexte de l'élection de 2020<sup>240</sup>. Malheureusement, le Bélarus n'a pas souscrit à la recommandation de coopérer avec tous les mécanismes pertinents relatifs aux droits humains aux fins d'une enquête indépendante et approfondie sur ces événements violents<sup>241</sup>. En mai 2024, aucune procédure pénale n'aurait été engagée contre des agents de l'État pour des violations des droits humains commises dans le cadre et aux lendemains de l'élection en question.

## IV. Conclusions et recommandations

92. **Pendant deux décennies, le Bélarus n'a pas collaboré efficacement avec les organes et mécanismes internationaux chargés des droits humains, en particulier en ce qui concerne les droits civils et politiques. Le degré de collaboration s'est encore dégradé depuis 2020. Le pays est allé jusqu'à se retirer de certains traités internationaux, privant ainsi les personnes relevant de sa juridiction du bénéfice de la protection juridique internationale.**

93. **La Rapporteuse spéciale fait au Gouvernement biélorussien les recommandations suivantes :**

<sup>234</sup> CAT/C/BLR/CO/5, par. 13 (2018).

<sup>235</sup> CAT/C/BLR/CO/4, par. 11 (2011) ; CAT/C/BLR/CO/5, par. 14 (2018) ; CCPR/C/BLR/CO/5, par. 29 et 30 (2018).

<sup>236</sup> CCPR/C/BLR/CO/5, par. 29 (2018).

<sup>237</sup> CCPR/C/137/2/Add.1 (2023).

<sup>238</sup> CAT/C/BLR/6, par. 121 et 123.

<sup>239</sup> A/HRC/46/5/Add.1, par. 4 (138.102 à 138.104) et 20 (138.192 et 138.203).

<sup>240</sup> Ibid., 138.113, 138.189 à 138.191, 138.194 à 138.196, 138.198 à 138.202, 139.204, 138.205 et 138.207 à 138.211 ; par. 43 (138.193).

<sup>241</sup> A/HRC/46/5/Add.1, 139.206 (2020).

a) mettre en œuvre intégralement et de façon non sélective les recommandations de tous les organes et mécanismes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits humains ;

b) revenir sur sa décision de ne pas collaborer avec les titulaires de mandats relevant des procédures spéciales le concernant et de collaborer de façon sélective avec les titulaires d'un mandat thématique, et coopérer pleinement avec la Rapporteuse spéciale dans l'accomplissement du mandat de celle-ci ;

c) donner suite à toutes les communications émanant des titulaires d'un mandat relevant des procédures spéciales, en répondant de manière approfondie aux demandes de renseignements, en surveillant l'application des recommandations et en ouvrant des enquêtes efficaces et transparentes sur les allégations de violation des droits humains portées à l'attention des autorités ;

d) coopérer avec le Comité des droits de l'homme sur toutes les communications émanant de particuliers dont celui-ci a été saisi avant que le retrait du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne prenne effet, le 8 février 2023 ;

e) s'abstenir de créer des obstacles à l'épuisement des recours internes et à l'obtention de preuves de cet épuisement, par exemple en renonçant à la pratique consistant à imposer des accords de non-divulgaration aux avocats et à tenir des procès in absentia sans que les personnes accusées aient la possibilité de participer aux audiences et d'accéder aux pièces du dossier ;

f) élaborer un nouveau plan d'action national relatif aux droits humains comprenant une liste complète des recommandations qui lui ont été faites dans le cadre de l'Examen périodique universel, par des titulaires de mandats relevant des procédures spéciales et par des organes conventionnels, ainsi que des objectifs et des indicateurs de progrès mesurables et clairs. Veiller à ce que toutes les parties concernées, y compris les organisations de la société civile enregistrées à l'étranger, puissent contribuer à ces travaux ;

g) adhérer de nouveau à tous les instruments internationaux relatifs aux droits humains qu'il a dénoncés et envisager de ratifier les deux principaux instruments des Nations Unies relatifs à ces droits auxquels il n'a pas encore adhéré, ainsi que le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort ;

h) enquêter sur les cas signalés de représailles pour coopération avec des organes internationaux chargés des droits humains et veiller à ce que les auteurs de ces actes soient amenés à en répondre.

94. La Rapporteuse spéciale recommande que le Comité des droits de l'homme et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes fassent preuve de souplesse en ce qui concerne l'obligation d'épuiser les recours internes en ce qui concerne les communications présentées par des particuliers contre le Bélarus, compte tenu des objets de préoccupation décrits à cet égard dans le présent rapport.

95. La Rapporteuse spéciale recommande à toutes les parties concernées :

a) d'utiliser tous les moyens dont elles disposent pour inciter les autorités bélarussiennes à s'acquitter de bonne foi de leurs obligations internationales en matière de droits humains, conformément au principe *pacta sunt servanda* ;

**b) d'aider les mécanismes nationaux et internationaux de mise en cause de la responsabilité, en gardant à l'esprit que la lutte contre l'impunité des violations graves des droits humains et des crimes contre l'humanité potentiels est indispensable pour empêcher que de telles situations ne se reproduisent.**

---